



Mont  
Saint  
Aignan

## ACCORD DU MAIRE AU NOM DE L'ÉTAT A UNE AUTORISATION DE TRAVAUX POUR UN E.R.P

CADRE 1 : DEMANDE D'AUTORISATION DE TRAVAUX déposée le 12/06/2025 par : GREENYELLOW demeurant à : 10 place de la Joliette Les Docks Atrium 10.5 - 13002 MARSEILLE représenté par : Monsieur Mathieu CAMBET  pour : Constructions neuves sur un terrain sis à : Centre Commercial Carrefour 76130 MONT SAINT AIGNAN	AUTORISATION DE TRAVAUX n° AT 076 451 25 00016 2025.1283  Parcelle(s) concernée(s): AH225, AH241, AH271, AH272, AH416
---	---

### LE MAIRE

Vu la demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public sus-visée (cadre 1),

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L 161-1, L 122-3, R 162-8 à R 162-13, R 164-1 à R 164-5, R 122-10 à R 122-13, et R 143-1 à R 143-21,

Vu le décret n°95-60 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité,

Vu l'avis favorable de la sous-commission départementale de sécurité en date du 25/09/2025,

### ARRÊTE

Article unique : les travaux sont autorisés, sous réserve de respecter les prescriptions imposées par les services consultés.

La présente décision est transmise au représentant de l'État le **21 OCT 2025** dans les conditions prévues à l'article L. 424-7 du code de l'urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa réception.

le 13/10/2025  
pour le maire et par délégation



Bertrand CAMILLERAPP

adjoint au maire chargé de l'urbanisme  
et du patrimoine

**Pour information** La présente autorisation n'a pas pour objet de s'assurer du contrôle des règles de sécurité dans les ERP de 5ème catégorie ne comportant pas de locaux à sommeil. Le demandeur est informé que l'ouverture de son établissement n'est pas soumise à une autorisation municipale préalable (art. R123-45 dernier alinéa du CCH) et est donc réalisé sous son entière responsabilité.

Le demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet, il peut saisir le Tribunal Administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. L'application Télerecours est accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)